

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

18 JUIN 2013

Proposition de résolution concernant la préparation des élections de 2015 au Burundi

TEXTE ADOPTÉ
PAR LA COMMISSION
DES RELATIONS EXTÉRIEURES
ET DE LA DÉFENSE

Le Sénat,

A. considérant que le Burundi est un des principaux pays partenaires de la Belgique en matière de coopération au développement;

B. considérant la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948;

C. considérant l'article 19 de la Constitution du Burundi du 18 mars 2005 qui stipule que « les droits et devoirs proclamés et garantis, entre autres, par la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant font partie intégrante de la Constitution de la République du Burundi »;

D. considérant la loi créant la Commission nationale indépendante des droits de l'homme, promulguée par le président de la République le 5 janvier 2011;

Voir:

Documents du Sénat:

5-1911 - 2012/2013:

N° 1: Proposition de résolution de Mme Arena.

N° 2: Amendements.

N° 3: Rapport.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2012-2013

18 JUNI 2013

Voorstel van resolutie betreffende de voorbereiding van de verkiezingen van 2015 in Burundi

TEKST AANGENOMEN
DOOR DE COMMISSIE VOOR
DE BUITENLANDSE BETREKKINGEN EN VOOR
DE LANDSVERDEDIGING

De Senaat,

A. overwegende dat Burundi een van de voornaamste partnerlanden van België is op het gebied van ontwikkelingssamenwerking;

B. gelet op de Universele Verklaring van de rechten van de mens van 10 december 1948;

C. gelet op artikel 19 van de Burundese Grondwet van 18 maart 2005, waarin staat: « *les droits et devoirs proclamés et garantis, entre autres, par la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant font partie intégrante de la Constitution de la République du Burundi* »;

D. gelet op de wet tot oprichting van de *Commission nationale indépendante des droits de l'homme* die op 5 januari 2011 door de president van de Republiek werd afgekondigd;

Zie:

Stukken van de Senaat:

5-1911 - 2012/2013:

Nr. 1: Voorstel van resolutie van mevrouw Arena.

Nr. 2: Amendementen.

Nr. 3: Verslag.

E. considérant l'article 75 de la Constitution du Burundi stipulant que « Le multipartisme est reconnu en République du Burundi. »;

F. considérant l'article 89 de la Constitution du Burundi stipulant qu'« Une Commission électorale nationale indépendante garantit la liberté, l'impartialité et l'indépendance du processus électoral »;

G. considérant les normes globales initiées par l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation le 28 août 2000, prévoyant notamment le partage du pouvoir, la création d'un mécanisme judiciaire et la mise en place d'une Commission nationale pour la vérité et la réconciliation dans le cadre des mécanismes de justice transitionnelle;

H. considérant la rupture du dialogue entre les acteurs politiques burundais et constatant que cette situation constitue, si elle perdure, un risque pour la stabilité démocratique et l'État de droit au Burundi;

I. considérant l'échec d'une mise en place consensuelle de la CENI pour la préparation des élections de 2015, commission qui doit garantir la liberté, l'impartialité, la transparence et l'indépendance du processus électoral;

J. considérant la nécessité d'une préparation consensuelle des élections de 2015 et de la mise en place de mécanismes de justice transitionnelle consensuels conforme aux consultations populaires;

K. considérant l'implication continue des Nations unies dans le processus de préparation des élections au Burundi et dans la consolidation de la paix, en particulier, l'organisation par le Bureau des Nations unies au Burundi d'un séminaire du 11 au 13 mars 2013 destiné à permettre à l'ensemble des acteurs politiques de discuter des leçons et enseignements des élections de 2010 et d'établir une feuille de route pour une préparation effective des élections de 2015, ainsi que d'aborder la réforme du code électoral;

L. considérant le rapport « Afrique » du *International Crisis Group* n° 192 « *Bye-Bye Arusha ?* » du 25 octobre 2012;

M. considérant le rapport 2012 d'*Amnesty international* concernant la situation des droits humains au Burundi;

N. considérant le rapport « Afrique » du *International Crisis Group* n° 185, « *Corruption au Burundi* » du 21 mars 2012;

O. considérant le rapport « Afrique » du *International Crisis Group* n° 169, « *Du boycott électoral à l'impasse politique* » du 7 février 2011;

E. gelet op artikel 75 van de Burundese Grondwet, dat bepaalt: « *Le multipartisme est reconnu en République du Burundi.* »;

F. gelet op artikel 89 van de Burundese Grondwet, waarin staat: « *Une Commission électorale nationale indépendante, garantit la liberté, l'impartialité et l'indépendance du processus électoral.* »;

G. gelet op de algemene normen ingeschreven in het Akkoord van Arusha voor vrede en verzoening van 28 augustus 2000, waarin onder meer wordt voorzien in machtsverdeling, de invoering van een gerechtelijk mechanisme en de oprichting van een nationale Waarheids- en Verzoeningscommissie in het kader van de mechanismen voor overgangsjustitie;

H. gelet op de breuk in de dialoog tussen de Burundese politieke actoren en vaststellend dat deze situatie, indien ze aanhoudt, een risico vormt voor de democratische stabiliteit en de rechtsstaat in Burundi;

I. overwegende dat men er niet in geslaagd is een consensus te bereiken rond de oprichting van de CENI voor de voorbereiding van de verkiezingen van 2015, een commissie die de vrijheid, onpartijdigheid, transparantie en onafhankelijkheid van het verkiezingsproces moet garanderen;

J. overwegende dat de verkiezingen van 2015 op consensuele basis moeten worden voorbereid en dat eveneens op consensus gebaseerde mechanismen voor overgangsjustitie moeten worden ingevoerd in overeenstemming met de volksraadplegingen;

K. gelet op de ononderbroken betrokkenheid van de Verenigde Naties bij het voorbereidingsproces van de verkiezingen in Burundi en bij de vredesopbouw, in het bijzonder de organisatie van het seminarie van 11 tot 13 maart 2013 door het Bureau van de Verenigde Naties in Burundi dat tot doel had alle politieke actoren de kans te geven om te praten over de lessen die uit de verkiezingen van 2010 te trekken zijn en een stappenplan op te stellen voor een wezenlijke voorbereiding van de verkiezingen van 2015, en tevens de hervorming van het kieswetboek aan te vatten;

L. gelet op het « Afrika-rapport » van de *International Crisis Group* nr. 192 « *Bye-Bye Arusha ?* » van 25 oktober 2012;

M. gelet op het rapport 2012 van *Amnesty International* over de mensenrechtensituatie in Burundi;

N. gelet op het « Afrika-rapport » van de *International Crisis Group* nr. 185, « *Burundi : A Deepening Corruption Crisis* » van 21 maart 2012;

O. gelet op het « Afrika-rapport » van de *International Crisis Group* nr. 169, « *Burundi : From Electoral Boycott to Political Impasse* » van 7 februari 2011;

P. considérant l'analyse 2012 de la Commission Justice et Paix belge francophone, « *Burundi, une difficile réconciliation dans un climat sécuritaire tendu* »;

Q. considérant les engagements pris par le gouvernement burundais lui-même à travers la Stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption dans son volet de gouvernance politique et démocratique, notamment la nécessité du consensus le plus large sur toutes les questions liés aux élections comme le renforcement de la transparence du processus électoral et l'indépendance de la CENI;

R. considérant les efforts d'ouverture du gouvernement burundais afin de restaurer un dialogue constructif avec les partis de l'opposition, en particulier l'appel du président burundais aux leaders de l'opposition en exil;

S. considérant le rapport de la mission internationale d'enquête de l'Observatoire pour la protection des défenseurs des droits de l'homme en collaboration avec la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme et l'Organisation mondiale contre la torture, « *Burundi des défenseurs sous pressions* », de décembre 2011;

T. considérant les éléments dans la nouvelle loi sur la presse qui restreignent considérablement la liberté de la presse, instaurent des amendes élevées équivalant dans les faits à de la censure et empêchent ainsi la presse de s'acquitter de sa mission d'information critique;

U. considérant la pétition que des sénateurs belges ont adressée au président de la République du Burundi le 2 mai 2013, dans laquelle ils expriment leur préoccupation à l'égard de la nouvelle loi sur la presse,

Demande au gouvernement :

1. en tant que partenaire du Burundi, qui est un des principaux pays bénéficiaires de la coopération belge au développement, de soutenir et de veiller au bon déroulement de la préparation du processus pour l'ensemble du cycle électoral dont la tenue est prévue pour 2015;

2. de condamner toutes violations des droits de l'homme et ce, particulièrement dans un contexte où en l'absence d'une opposition politique parlementaire, la société civile est plus exposée;

3. de soutenir des projets favorisant le pluralisme des médias et garantissant la libre expression des journalistes;

4. d'appuyer le programme d'assistance judiciaire de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme et de soutenir la formation de son personnel;

P. gelet op de analyse 2012 van de *Commission Justice et Paix belge francophone*, « *Burundi, une difficile réconciliation dans un climat sécuritaire tendu* »;

Q. gelet op de engagementen van de Burundese regering zelf via de « *Stratégie nationale de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption* » binnen het aspect politiek en democratisch bestuur, met name de noodzaak van een zo ruim mogelijke consensus over alle kwesties in verband met de verkiezingen, zoals de versterking van de transparantie van het verkiezingsproces en de onafhankelijkheid van de CENI;

R. gelet op de eerste stap die de Burundese regering heeft gezet om terug een constructieve dialoog tot stand te brengen met de oppositiepartijen, in het bijzonder de oproep die de Burundese president heeft gericht tot de oppositieleiders in ballingschap;

S. gelet op het rapport van de internationale onderzoeksoopdracht van het *Observatory for the Protection of Human Rights Defenders*, in samenwerking met de *Fédération internationale des ligues des droits de l'homme* en de Wereldorganisatie tegen foltering, « *Burundi des défenseurs sous pression* », december 2011;

T. gelet op die delen van de nieuwe mediawet die de vrijheid van de pers sterk inperken en door de hoge boetes in feite censuur instellen en de pers aldus de mogelijkheid ontnemen om zich van haar taak van kritische berichtgeving te kwijten;

U. gelet op de petitie van Belgische senatoren aan de president van de Republiek Burundi van 2 mei 2013, waarin de bezorgdheid van de senatoren ten aanzien van de nieuwe mediawet wordt uitgedrukt,

Vraagt de regering :

1. als partner van Burundi, dat een van de voornaamste begunstigde landen van de Belgische ontwikkelingssamenwerking is, steun te bieden aan en toe te zien op het goede verloop van de voorbereiding van het proces voor de hele verkiezingscyclus die gepland is voor 2015;

2. alle schendingen van de mensenrechten te veroordelen, in het bijzonder in een context waar, door het ontbreken van parlementaire oppositie, het middenveld kwetsbaar is;

3. projecten te steunen die pluralisme in de media bevorderen en die de vrije meningsuiting van journalisten garanderen;

4. het programma voor gerechtelijke bijstand van de *Commission nationale indépendante des droits de l'homme* te steunen en de opleiding van haar personeel te ondersteunen;

5. de plaider auprès de ses partenaires européens et internationaux pour la mise en place rapide d'un observatoire pré-électoral qui suivrait en amont la préparation du processus. Ceci afin de prévenir toute irrégularité et garantir les conditions nécessaires à des élections crédibles;

6. de veiller à ce que la mise en place des mécanismes de justice transitionnelle, en ce compris la création d'un mécanisme judiciaire et la Commission nationale pour la vérité et la réconciliation comme prévue par les Accords d'Arusha, se fasse dans le cadre d'un processus inclusif qui prenne en compte les consultations populaires effectuées en 2009-2010, de manière à garantir une large adhésion et un maximum de crédibilité à cet élément essentiel du processus de réconciliation nationale tout en évitant que le calendrier du cycle électoral n'interfère dans le travail de la Commission;

7. en vue de la préparation d'un cycle électoral crédible, démocratique et transparent qui aura lieu dès 2015, d'attirer l'attention des autorités burundaises sur certains points et de suggérer :

a) de préserver et favoriser le pluralisme politique en vue des élections de 2015 en renouant le dialogue avec l'opposition politique burundaise;

b) d'initier le plus tôt possible un dialogue inclusif avec les partis politiques de l'opposition, de manière à favoriser la sécurité de leurs leaders et le respect des libertés publiques de sorte que l'opposition politique puisse être représentée aux prochaines élections et être assurée du respect de ses droits;

c) de faire en sorte que la composition de la CENI soit l'expression d'une décision consensuelle à laquelle serait associée l'ensemble de la classe politique burundaise et la société civile. Ceci afin d'éviter toute contestation future de l'autorité de cette institution primordiale pour la crédibilité du processus électoral et de son issue;

d) de promouvoir l'information et la transparence autour du processus électoral (Constitution, loi électorale, mesures d'applications et modifications législatives), de manière à favoriser la confiance des Burundais et leur participation aux élections;

e) d'accorder une priorité à la défense des droits de l'homme;

f) de garantir l'intégrité physique et psychologique ainsi que la liberté d'expression des activistes, des journalistes et des opposants politiques;

8. de condamner les éléments dans la nouvelle loi sur la presse, qui restreignent considérablement la

5. bij haar Europese en internationale partners te pleiten voor de snelle oprichting van een pre-electoraal waarnemingscentrum dat vooraf de voorbereiding van het proces zou volgen. Dit om onregelmatigheden te voorkomen en te zorgen voor de omstandigheden die noodzakelijk zijn voor geloofwaardige verkiezingen;

6. erop toe te zien dat de invoering van de mechanismen voor overgangsjustitie, met inbegrip van de invoering van een gerechtelijk mechanisme en de Nationale Waarheids- en Verzoeningscommissie zoals bepaald in de Akkoorden van Arusha, gebeurt in het kader van een alomvattend proces dat de volksraadplegingen van 2009-2010 in aanmerking neemt, zodat dit essentiële element van het nationale verzoeningsproces op brede instemming en maximale geloofwaardigheid mag rekenen en er tevens voor wordt gezorgd dat de kalender van de verkiezingscyclus niet interfereert met het werk van de Commissie;

7. met het oog op de voorbereiding van een geloofwaardige, democratische en transparante verkiezingscyclus vanaf 2015, de aandacht van de Burundese autoriteiten op bepaalde punten te vestigen en voor te stellen om :

a) het politieke pluralisme te beschermen en te bevorderen met het oog op de verkiezingen van 2015, door de dialoog aan te knopen met de Burundese politieke oppositie;

b) zo snel mogelijk een inclusieve dialoog te starten met de oppositiepartijen, teneinde de veiligheid van hun leiders en de eerbiediging van de publieke vrijheden te bevorderen, zodat de politieke oppositie vertegenwoordigd kan worden tijdens de volgende verkiezingen en zeker kan zijn van de eerbiediging van haar rechten;

c) ervoor te zorgen dat de samenstelling van de CENI de afspiegeling is van een consensuele beslissing waarbij de ganse Burundese politieke klasse en het middenveld zou betrokken zijn. Dit teneinde elke mogelijke betwisting van het gezag van deze instelling, die van primordiaal belang is voor de geloofwaardigheid van het verkiezingsproces en de afloop ervan, in de toekomst te voorkomen;

d) de informatie en de transparantie rond het verkiezingsproces te bevorderen (Grondwet, kieswet, toepassingsmaatregelen en wetswijzigingen), zodat het vertrouwen van de Burundezers en hun deelname aan de verkiezingen worden bevorderd;

e) voorrang te verlenen aan de verdediging van de mensenrechten;

f) de fysieke en psychologische integriteit, alsook de vrijheid van meningsuiting van de activisten, journalisten en politieke tegenstanders te garanderen;

8. die delen van de nieuwe mediawet die de vrijheid van de pers sterk inperken en in feite een

liberté de la presse et instaurent une censure dans les faits, et d'insister auprès des autorités burundaises pour qu'elles créent un climat propice à la liberté de la presse, condition cruciale pour le déroulement d'élections transparentes et démocratiques;

9. de se réserver la possibilité d'envisager de réorienter ses mécanismes de coopération avec le Burundi en fonction de l'évolution démocratique et de la situation des droits de l'homme dans le pays, pour autant que cela ne porte pas préjudice au peuple burundais.

censuur instellen, te veroordelen en er bij de Burundese overheid op aan te dringen een klimaat van persvrijheid te creëren aangezien dit een cruciale voorwaarde is voor transparante en democratische verkiezingen;

9. zich de mogelijkheid voor te behouden te overwegen haar samenwerkingsmechanismen met Burundi aan te passen in functie van de democratische evolutie en de situatie van de rechten van de mens in het land, voor zover dat het Burundese volk niet benadeelt.